Le Courrier du Loiret, 27 juin 2013

Steco power de l'histoire ancienne

Une page de l'Outarvillois va définitivement se tourner, dimanche 30 juin, jour officiel de l'arrêt de la société Steco power.

Les dernières informations sur l'avenir proche de Steco power, d'Outarville, sont contradictoires. Si le tribunal de commerce a officiellement prononcé l'arrêt d'activité dimanche 30 juin, les salariés ont quand même rendez-vous avec les représentants du liquidateur et de Pôle emploi, vendredi 5 juillet, dans ses locaux.

Les portes de Steco power doivent définitivement fermer dimanche 30 juin.

Un procès-verbal établi avant la réunion

« Nous sommes mis à l'abattoir », exprime Gilles Hardouin, délégué syndical qui mène la résistance pour les salariés. Une énième réunion, mardi 25 juin, entre les salariés et le liquidateur n'est pas de bon augure, « avant même la rencontre, ils avaient déjà rédigé le procès-verbal. On nous a confirmé qu'il n'y avait pas de fonds pour financer une cellule de reclassement et un plan de reconversion », déplore Gilles Hardouin.

Malgré le soutien de quelques élus, le sort de Steco power semble plié. Par solidarité, Marianne Dubois, députée, est venue acheter une batterie lundi 24 juin, et le lendemain, Jean-Pierre Sueur, sénateur, a effectué un don sur le compte bancaire à Batteries outarvilloises, une association créée par les salariés.

Craignant que les salaires ne soient pas versés à la fin du mois ou, pire encore, que des créanciers viennent récupérer un stock de batteries évalué à 1,5 million d'euros, les salariés restent mobilisés pour monter la garde. Parallèlement, le personnel s'est mis en quête de solutions en interrogeant des entreprises spécialisées dans la reconversion dont les cabinets Actiforces et Afec.

Qui financera la cellule de reclassement ?

« Mais qui paiera ? L'État a dit qu'il allait nous aider, mais nous n'avons toujours aucune information », s'interroge toujours Gilles Hardouin. « Nous ne comprenons pas le silence du ministère. Et nous ne pouvons pas accepter que l'État les (salariés, NDLR) laisse tomber », précisent dans un communiqué commun, les trois députés Marianne Dubois, Franck Marlin (91), et Philippe Vigier (28).

BERNARD-MARIE THOMAS

Phoca PDF